



**HAUT-COMMISSARIAT
DE LA RÉPUBLIQUE
EN POLYNÉSIE FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

**MISSION D'ASSISTANCE A MAÎTRISE D'OUVRAGE
POUR L'ÉLARGISSEMENT DU CENTRE DE TRAITEMENT
DE L'ALERTE (CTA)
À L'ENSEMBLE DES COMMUNES DE POLYNÉSIE
FRANÇAISE**

Table des matières

1	PROPOS LIMINAIRES.....	3
1.1	Contexte.....	3
1.2	Détails sur le contexte et l'environnement institutionnel	4
	Nota : La première réunion du CA est envisagée en décembre 2025.....	8
1.3	Objet de l'étude	8
2	DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE	9

1 PROPOS LIMINAIRES

1.1 Contexte

Hébergée au sein du Centre hospitalier de Polynésie française (CHPF), le Centre de Traitement de l'Alerte (CTA) assure la gestion des appels d'urgence « 18 » (incendies & secours) pour un territoire rassemblant 4 communes (Arue, Pirae, Hitia'a O Te Ra et Punaauia) soit 66 000 personnes.

Il bénéficie d'une infrastructure partagée avec le centre de réception et de régulation des appels du SAMU 987 (CRRRA 15), de nombreux atouts techniques (centralisation et enregistrement des appels, matériel et expertise, géolocalisation des appels de secours, etc.) mais aussi organisationnels (formation et expertise des opérateurs de réception des appels, mutualisation des moyens de secours, coordination des opérations de secours, gestion des renforts entre communes) et d'une proximité immédiate avec le CRRRA 15. Il a par ailleurs bénéficié d'un concours financier de l'Etat, en 2023, participant à sa modernisation et à son développement.

Le CTA et l'organisation actuelle de ce service fait néanmoins face à des défis majeurs :

- Fonctionnel : l'organisation actuelle par voie de convention simple conclue entre communes, fait reposer la gestion du centre (CTA) sur la seule commune d'Arue, le CTA étant géré comme un service communal,
- Juridique : Le montage juridique actuel implique une instabilité du dispositif, liée à l'absence de transfert des pouvoirs de police spéciale (numéro d'urgence) et au risque pénal supporté par la commune d'Arue,
- Gouvernance : Les instances de gouvernance installées dans le cadre des conventions liant les communes ne suffisent pas à installer une gouvernance efficace et fonctionnelle de la structure, la gestion quasi unique par la commune d'Arue gêne les autres membres impliqués dans la structure. Le caractère délibératoire de la gouvernance actuelle n'est pas garanti,
- Administratif : Le système de conventionnement simple entre commune s'avère administrativement inadapté pour les communes « membres », qui réclament unanimement l'installation de l'EPIS en lieu et place de l'organisation actuelle (l'Etablissement Public d'Incendie et de Secours (EPIS) disposant légalement d'une compétence pour la gestion d'un ou plusieurs CTA),
- Financier : Les communes souhaitent rééquilibrer le financement de la structure, financement qui actuellement repose sur deux modes distincts de contribution,
- Qualitatif : Les communes non adhérentes ne bénéficient pas des services rendus par le CTA. Certaines communes proposent des services bien moins performants (incapacité de prendre des appels en simultané des opérations, pas de dispositif d'enregistrement des appels, pas de dispositif de sécurisation des communications, pas d'interconnexion avec les autres services et notamment le CRRRA 15, etc.).

Les communes menacent fin 2022 de quitter le dispositif dans sa forme actuelle. Elles souhaitent que l'Etablissement Public d'Incendie et de Secours installé par ordonnance en 2006, succède à l'organisation actuelle pour la gestion et l'administration du CTA. L'Etat s'empare de la situation en 2023. Il installe une instance informelle de concertation (Comité polynésien de sécurité civile) afin d'une part, de

sauvegarder la structure CTA et d'autre part, pour préfigurer l'installation de l'Etablissement Public d'Incendie et de Secours.

Le Comité polynésien de sécurité civile (CPSC), réuni pour la 4^{ème} fois mais en comité restreint le 13 janvier 2025, permet de dégager un consensus entre les parties, en faveur de la création de l'Etablissement Public d'Incendie et de Secours (EPIS).

Pour accompagner la démarche, l'Agence Française de Développement (AFD) finance la réalisation par un cabinet extérieur d'une mission juridique et financière flash, pour soutenir les parties en présence.

La mission flash a permis de dégager les éléments suivants :

Sur le plan juridique :

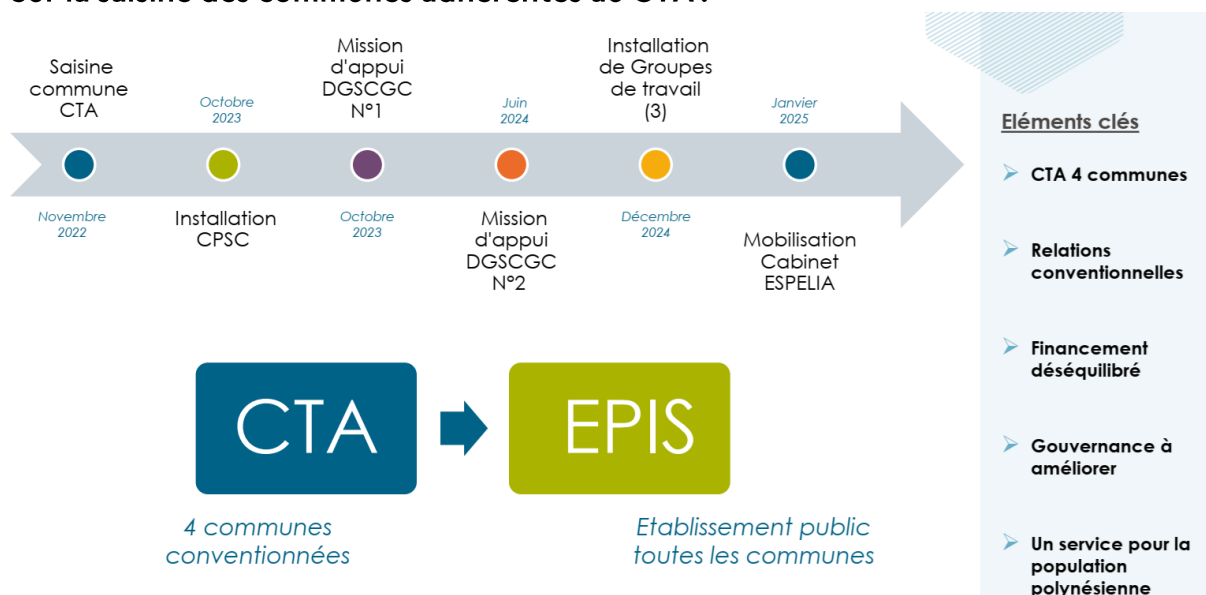
- Projet de décret simple pour l'installation de l'EPIS, en application de l'ordonnance de 2006,
- Projet de statut pour l'EPIS.

Sur le plan financier :

- Détail du budget de fonctionnement de la structure CTA,
- Projection de montée en charge financière après intégration de 100 % des communes,
- Critères de contribution des communes au budget de l'EPIS,
- Partage de contribution.

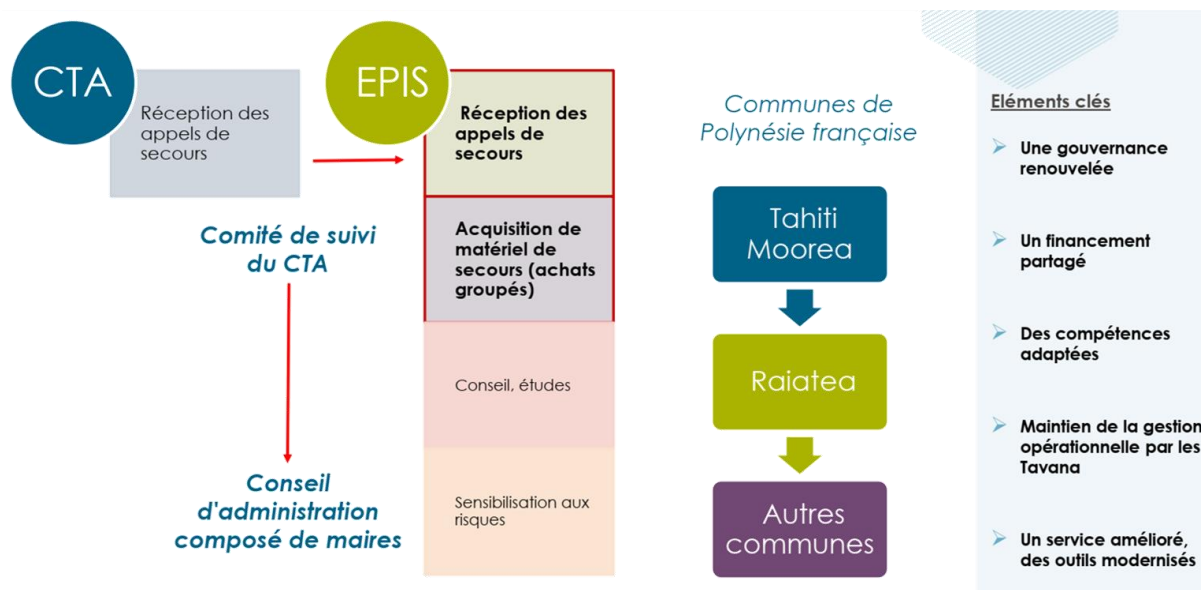
1.2 Détails sur le contexte et l'environnement institutionnel

Sur la saisine des communes adhérentes au CTA :



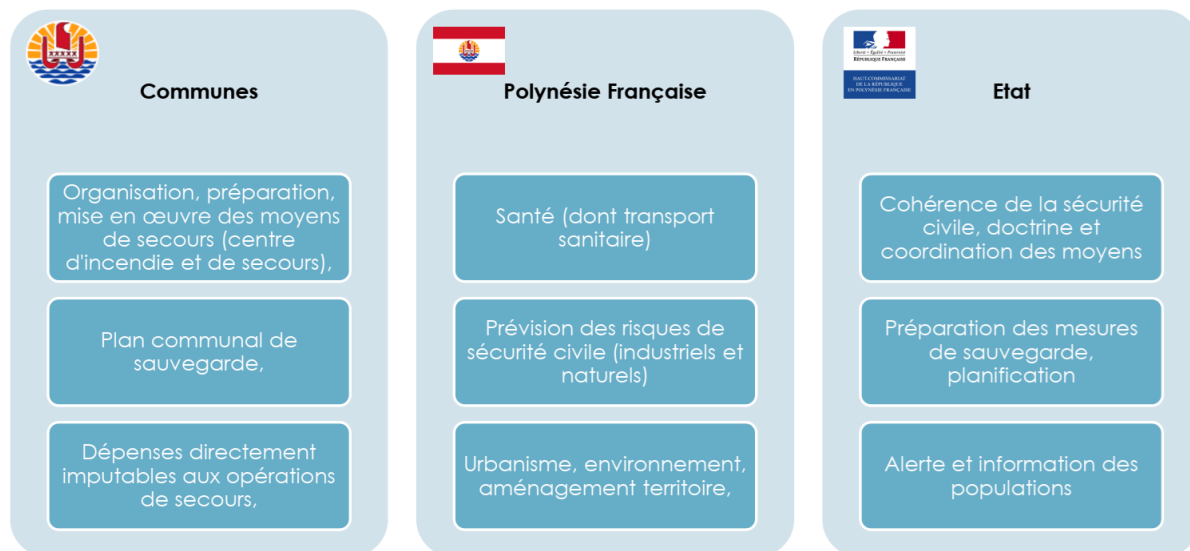
DGSCGC : Direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises

Sur le transfert de gestion du CTA vers l'EPIS :



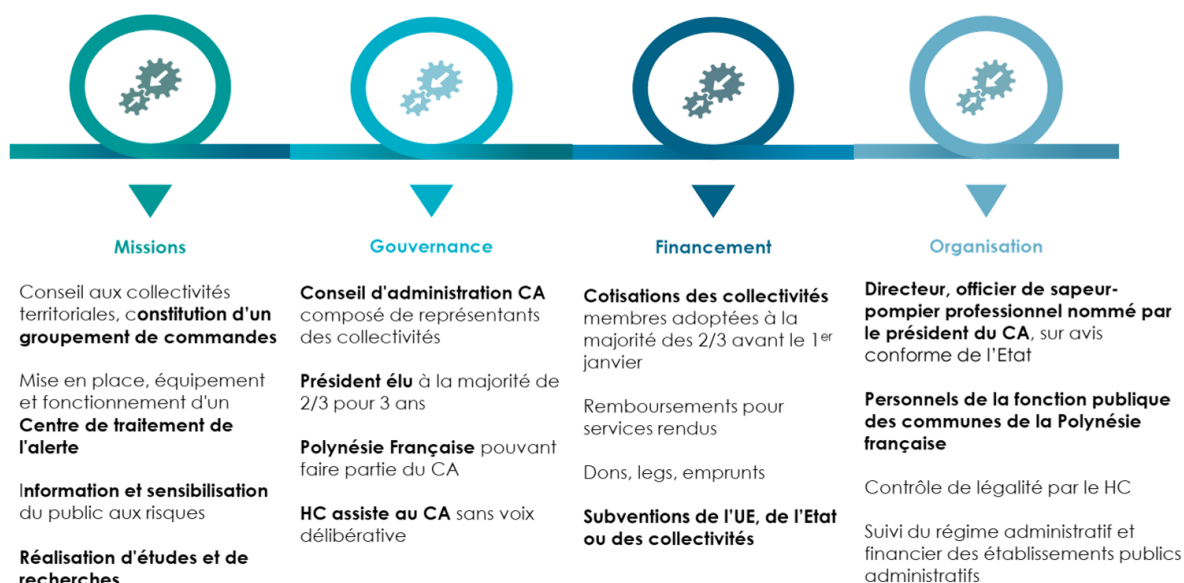
Sur les compétences partagées en matière de sécurité civile :

EPIS – Rappel des compétences



Sur l'Etablissement Public d'Incendie et de Secours (ordonnance de 2006)

EPIS – Rappel du cadre de l'ordonnance n° 2006-173



Sur l'agenda envisagé d'interconnexion des communes au CTA dans sa forme EPIS

- Agenda de raccordement des communes à la brique CTA
- Déploiement des investissements (subventions associées) pour les raccordements

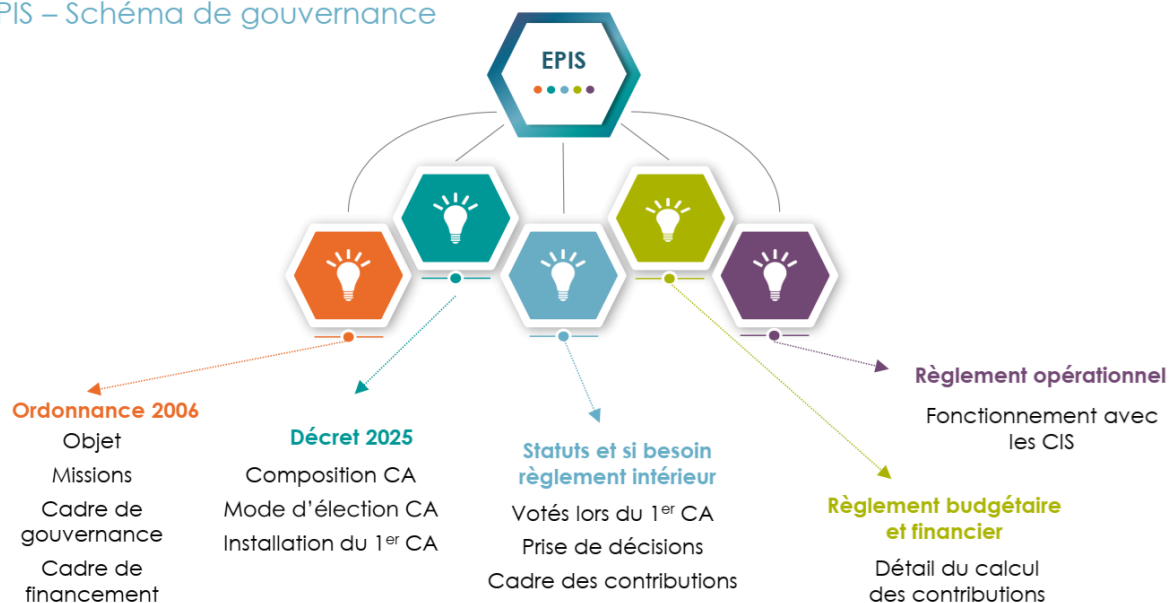
Communes/territoires connectés au CTA	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Communes Tahiti-Moorea (13 com.)	4	8	13	13	13	100 % communes
ISLV (7 com.)				7	7	
Archipels (4 archipels)					2	
	situation actuelle		Tahiti + Moorea	ISLV		Totalité Polynésie Fr.
Effectifs CTA - EPIS	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Directeur EPIS SPP		1	1	1	1	1
Adjoint directeur EPIS SPP – chef CTA	1	1	1	1	1	1
Gestionnaire			1	1	1	1
Assistante polyvalente		1	1	1	1	1
Chefs de salle SPP	2	3	4	5	5	5
Opérateurs SPP	10	10	10	10	11	12
Opérateurs SPV	12	12	12	13	14	15
Total SPP	13	16	18	19	20	21
Total SPV	12	12	12	13	14	15
TOTAL agents	25	28	30	32	34	36
Equivalent Temps Plein	16,6	19,6	21,6	22,9	24,2	25,5
nombre d'appels entrants	50 000	73 425	91 625	100 903	114 752	128 602

Éléments clés

- Une montée en puissance progressive liée aux **investissements dans les communes (raccordements internet et kits d'intégration)**
- Une montée en puissance progressive liée au **recrutement et à la formation des agents du centre d'appel** (chefs de salle) et des CIS

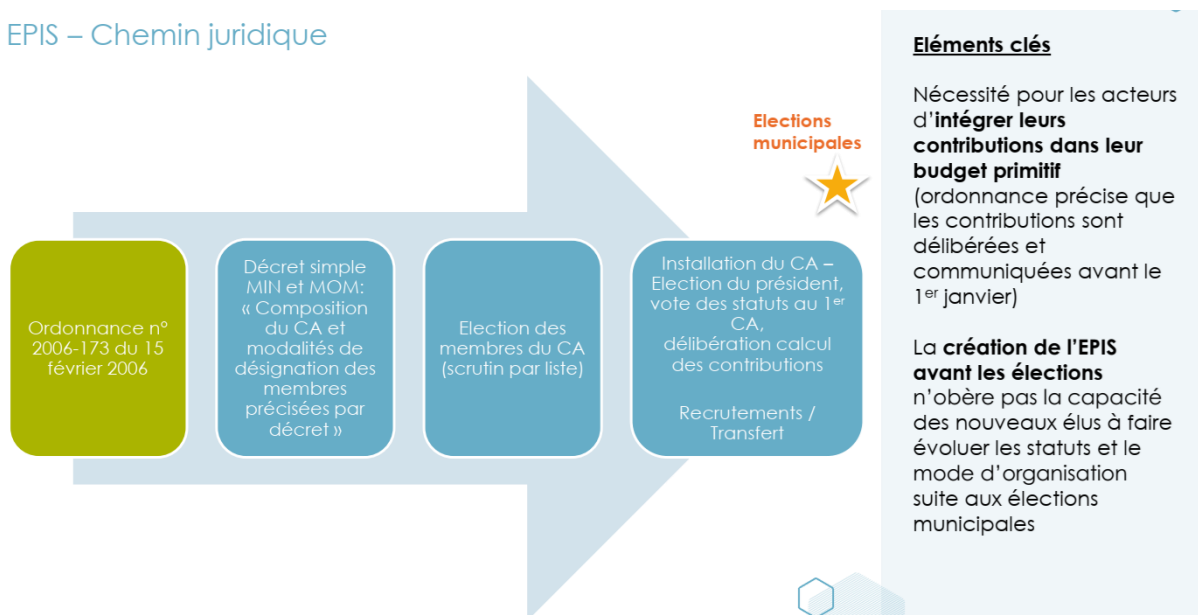
Sur le schéma général de gouvernance de l'EPIS

EPIS – Schéma de gouvernance



Sur le chemin juridique envisagé

EPIS – Chemin juridique



Sur la feuille de route actée en CPSC du 21 mars 2025

Feuille de route

I. Acter l'installation de l'EPIS,

- Pour le 1er janvier 2026,
- Appels de secours et achats groupés,

II. Poursuivre les travaux des GTs,

- Décret, statuts EPIS, règlement intérieur (septembre 2025),
- Contribution des communes (critères, calculs), règlement financier (octobre 2025),
- Règlement opérationnel du CTA (novembre 2025)

III. Installation du CA de l'EPIS,

- Invitation HC (novembre 2025)
- Election du président (janvier 2026)

Nota : La première réunion du CA est envisagée en décembre 2025

1.3 Objet de l'étude

L'étude vise à poursuivre les travaux déjà engagés sur la base des premiers livrables rendus par la mission Flash et à poursuivre l'accompagnement à la modernisation et à l'élargissement du CTA, à proposer une adaptation de l'organisation juridique et organisationnelle du CTA et à organiser sa transition vers l'EPIS. Elle permet également de définir les modalités de financement de la structure et notamment d'installer un mode de calcul équilibré des contributions des communes.

Le besoin exprimé se caractérise comme suit :

Sur une durée de 12 mois maximum, réaliser les prestations suivantes :

Tâche 1 : Accompagnement financier et budgétaire

- Finalisation des modalités de contribution financière des communes à l'EPIS,
 - Définition des critères de contribution (sur la base des travaux engagés),
 - Rédaction des modalités de calcul des contributions communales (Livrable 1),
- Préparation et appui à l'installation des documents budgétaires de la structure de gestion,
 - Production d'une délibération fixant les contributions communales (Livrable 2),
 - Rédaction du règlement financier et budgétaire de l'EPIS (Livrable 3),
- Rédaction d'une convention de financement Etat, Pays, Communes (Livrable 4),

Tâche 2 : Accompagnement organisationnel et RH

- Installation de l'EPIS,

- Appui à l'organisation des CA de l'EPIS,
- Rédaction du règlement intérieur du CA de l'EPIS (Livrable 5),
- Rédaction des documents de transfert de gestion,
 - Rédaction d'une convention de transfert biens et personnels du CTA vers l'EPIS (Livrable 6),
- Appui aux acteurs dans la gestion du transfert des biens et des personnels,
 - Organisation des transferts des biens et personnels du CTA vers l'EPIS,

Les prestations seront affinées sans changement de périmètre, au lancement de la mission et feront l'objet d'ajustements éventuels en fonction des besoins des parties en présence.

2 DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE

La démarche méthodologique envisagée est la suivante :

- Mise à disposition de l'ensemble des documents et pièces nécessaires à la réalisation de la mission dès l'attribution du marché via une plateforme de partage de document (à la charge du candidat retenu) de type Sharepoint ou équivalent accessible via le réseau Internet du Haut-commissariat de la République en Polynésie française (site sécurisé),
- Une réunion hebdomadaire (en visioconférence ou en présentiel, selon l'adresse géographique du bureau d'étude retenu), le mardi à 07h30 (heure Papeete) en présence de la direction de la protection civile (DPC) du Haut-commissariat de la République en Polynésie française,
- Un compte rendu succinct des travaux du candidat retenu, en COPIL (Etat) lors des réunions de cette instance interne (avancée des travaux), sur invitation de la direction de la protection civile (DPC) du Haut-commissariat de la République en Polynésie française,
- Une participation systématique aux 3 groupes de travail du comité polynésien de sécurité civile, sur invitation de la direction de la protection civile (DPC) du Haut-commissariat de la République en Polynésie française,
- Une mission en présentiel de 5 à 8 jours lors de l'installation du conseil d'administration de l'EPIS, en décembre 2025,
- La mission donnera lieu à la production de 6 livrables comme indiqué en partie 1.3 du présent document. Ils feront l'objet d'une validation de la direction de la protection civile (DPC) du Haut-commissariat de la République en Polynésie française. Le calendrier de fourniture des livrables est indiqué dans le calendrier global de mission, fourni dans le dossier de consultation.